

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinent pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique). Le criblage EES a conclu que aucune autre action n'était requise.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet). L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet). L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'action compte parmi ses objectifs celui de la représentation des femmes. De ce fait l'action vise à recruter à minima 35% de femmes à travers les différentes activités du programme.

Au-delà de ça, le programme, à travers l'ambition qu'il porte sur la responsabilité sociétale des entreprises, accordera une attention particulière aux notions d'inclusivité (des femmes, des filles et des jeunes), tant dans les porteurs de projets d'entreprise accompagnés, que dans les politiques RSE élaborées et déployées par les entreprises. Par ailleurs, le label RSE élaboré tiendra compte de cette problématique et intégrera dans son cahier des charges les sujets de l'inclusion des femmes.

Pour ce qui concerne la composante numérique, les femmes et les jeunes filles seront particulièrement encouragées à participer aux activités proposées, dont certaines leur seront spécifiquement dédiées. Il s'agit notamment du renforcement des compétences, l'accès aux activités de mentorat à l'échelle locale et internationale, l'accès au financement, au renforcement de la viabilité et visibilité du projet entrepreneurial, l'accès à un réseau international et aux canaux de communication. Les initiatives déjà mises en place par la Fondation Orange, comme les Maisons Digitales, pourront d'ailleurs être ultérieurement exploitées afin, par exemple, d'offrir des cours ciblés aux femmes des secteurs agricole/vivrier et de la transition verte, et de la transition juste.

Droits de l'Homme

L'action visera à renforcer la prise en compte des droits de l'Homme, y compris les droits des travailleurs par les entreprises ivoiriennes, à partir des start-up accompagnées dans le cadre de la composante numérique et de celle relative à la RSE pour favoriser le respect des droits sociaux et la création d'emplois décents. Dans ce contexte, l'approche RSE se fera conformément au respect des droits économiques et sociaux des employés, des prestataires et des clients des entreprises. L'action appliquera les cinq principes opérationnels de l'approche fondée sur les droits humains : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel; non-discrimination et égalité; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées.

Par ailleurs, l'action sera en ligne avec l'approche centrée sur l'humain promue par l'UE comme un des principes fondateurs de ses interventions accompagnant la transformation numérique au sein de l'Union et auprès de ses partenaires. Dans cet esprit, en s'engageant à réduire les multiples dimensions de la fracture numérique (zones rurales vs. zones urbaines ; femmes vs. hommes, etc.), elle appliquera la *Déclaration des droits et principes numériques* de l'UE, tout en y contribuant.

L'action contribuera aussi à la mise en œuvre du Plan d'action pour la jeunesse, en cours d'élaboration, notamment dans ses volets « *Investir dans une éducation et des compétences inclusives et de qualité* » et « *Une économie qui travaille aussi pour les jeunes : emploi décent des jeunes et entrepreneuriat* ».

Enfin, chaque emploi créé grâce à cette action sera conforme aux critères d'un travail décent selon l'OIT.